



Paris le 29 novembre 2012

## **Pour la nationalisation irrévocable d'ArcelorMittal**

République & Socialisme se félicite qu'à nouveau l'idée de nationalisation occupe le devant de la scène. Cela nous change du déplorable feuilleton de l'automne de l'UMP. Elle salue avec force la proposition d'Arnaud Montebourg sur la possibilité d'une nationalisation du site de Florange, qui va dans le bon sens.

Cependant, le caractère provisoire mis en avant par certains commentateurs ne peut que nous laisser sceptiques : nous devons nous arrêter de nationaliser quand tout va mal et se précipiter de privatiser pour une bouchée de pain lorsque les capitaux privés sont prêts à s'y réinvestir : c'est l'argent du peuple français que l'on investit, le seul moyen de le payer en retour est qu'il puisse exercer sa souveraineté via ses élus. Le peuple ne souhaite pas d'abord rentabiliser son capital ! Il souhaite d'abord développer des emplois nécessaires à la couverture de besoins, et donc contrôler l'orientation et la finalité de la filière sidérurgique. L'investissement nécessaire à sa réorientation et à sa transformation est un investissement de très long terme ayant des conséquences sur des dizaines de milliers d'emplois, c'est-à-dire sur le pouvoir d'achat, donc sur la vie de centaines de milliers de nos concitoyens. Si la France a la capacité de rénover la filière et de la faire prospérer, alors elle a la capacité de l'exploiter sur le long terme. Il y a peu, Arnaud Montebourg disait : « *l'État ne sait pas vendre du métal* ». Il est heureux qu'il constate que les salariés, eux, le savent et sont prêts à le faire, certainement avec plus d'enthousiasme pour le bénéfice de la collectivité qu'ils ne le faisaient pour le profit de quelques-uns.

République & Socialisme demande que l'indemnisation versée prenne en compte les multiples aides dont a bénéficié le secteur ces dernières décennies et les dividendes qui ont été versés grâce à elles, que cette nationalisation ne remette pas en cause les emplois, les conditions salariales et soit étendue à l'ensemble d'ArcelorMittal.

Avec la possibilité de nationalisation est de nouveau posé le problème de fond de quelle politique industrielle pour la France et du rôle de l'État. Doit-il être un État stratège qui définit les filières et leur orientation afin de permettre la re-industrialisation de notre pays ? Cela pose donc globalement la question de la nationalisation des filières stratégiques.

Pour République & Socialisme, la nécessité de redéfinir les filières doit être posée en lien avec une planification industrielle et écologique dans le cadre d'un renforcement des salaires et du Code du travail, le développement de la recherche. Cette re-industrialisation ne se fera pas dans le cadre de la concurrence libre et non faussée. Au-delà du Front de Gauche, nous souhaitons que cette réflexion s'étende à l'ensemble de la gauche.

Pour République & Socialisme, l'État doit reprendre les choses en mains. Les citoyens doivent reprendre la République en mains et c'est en tapant du poing sur la table que l'on y arrivera, pas en baissant les yeux et en cajolant le Medef ou le Financial Times.

Contact presse : 06 83 51 45 72

Contact : [webmaster@republiqueetsocialisme.fr](mailto:webmaster@republiqueetsocialisme.fr)

Site : [www.republiqueetsocialisme.fr](http://www.republiqueetsocialisme.fr)